

Comme chaque année, l'UMP fustige la gestion des Régions par la gauche. Ce serait de bonne guerre si les outrances coutumières qu'implique ce genre d'exercice ne devenaient le fondement de la remise en cause du rôle des Régions dans le projet de réforme des collectivités territoriales. Lorsque les exagérations et affirmations non vérifiées deviennent l'argumentaire de fond du Gouvernement, les Régions en tant que collectivité de plein droit sont en danger.

Concernant l'Aquitaine, les critiques de l'UMP jouent tellement sur les chiffres et si peu sur leur signification que cela prouve bien leur difficulté à mettre en cause la gestion de la Région. L'Aquitaine est en effet depuis plusieurs années dans le trio de tête des régions les mieux gérées de France ... et ce ne sont ni l'Alsace, ni la Corse qui l'accompagnent.

I. « Une région mal gérée, accumulant les retards... »

- Classement par dépense/ habitant

Pour argumenter son affirmation, l'UMP s'appuie sur les statistiques des dépenses par habitant publiées par la Direction générale des Collectivités locales. Bien entendu, l'UMP ne retient que les données les plus défavorables de prime abord sans offrir de vision complète du classement. Classement dont la **méthode est en elle-même viciée**. En effet, ces ratios budgétaires sont des données brutes qui ne tiennent compte ni des particularités régionales (superficie, densité et structure démographique, degré d'industrialisation, nature du tissu économique, structure du chômage, niveau et état des infrastructures...), ni de la faiblesse du potentiel fiscal de la région (inférieur de 16% à la moyenne nationale). Cela revient en quelque sorte à comparer le montant des dépenses d'un habitant du 16^{ème} arrondissement de Paris à celui d'un habitant de la Lozère sans tenir compte de son revenu, du nombre de personnes à charge et du coût de la vie. Bref, ce sont **des chiffres qui ne veulent rien dire sur l'état ou l'impact des politiques de la Région, qui n'expriment que des dépenses et non leurs effets**. Il faut avouer que l'UMP a du mal à trouver des chiffres parlants qui vont dans le sens de ses critiques.

En effet, deux agences de notation indépendantes et plus récemment, l'hebdomadaire « Le Point » classent la Région Aquitaine sur le **podium des Régions de France les mieux gérées**.

- Un PIB inférieur à la moyenne nationale

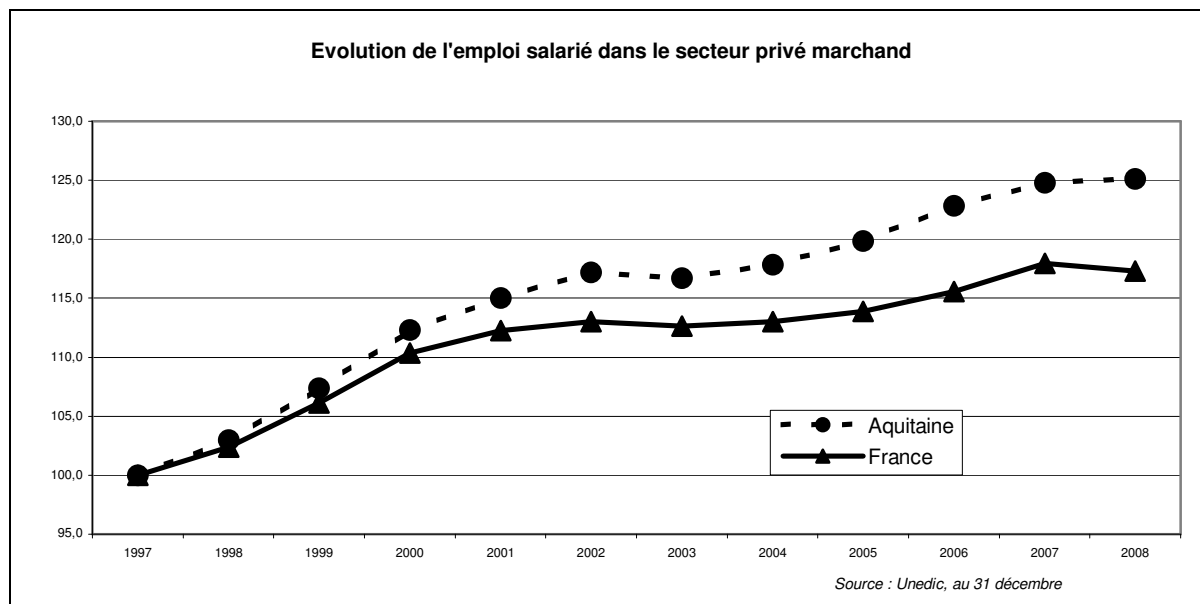
L'UMP oublie de relever que **le PIB de l'Aquitaine s'élevait à 85,9 milliards d'€ en 2007**, soit 4,6 % du PIB métropolitain dont la moyenne est de 84,5 milliards (63,2 milliards€ pour la province), plaçant la région au 6^e rang des régions françaises. Le PIB aquitain est donc **supérieur à la moyenne nationale** et surtout, **il a progressé de 37,7 % entre 2000 et 2007**, soit plus rapidement que celui de la France (**31,1 %**). En progression, l'Aquitaine occupe ainsi le 3^e rang des régions de France continentale (hors Corse), derrière Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, devant Provence-Alpes-Côte d'Azur. **En terme d'impact des politiques publiques, il est plus intéressant d'impulser une amélioration que de s'endormir sur ses lauriers**.

Il est vrai que l'UMP ne vit que dans l'agitation et la communication à courte vue. On est bien loin du temps long qui a été nécessaire à la transformation durable de l'Aquitaine sur le plan socioéconomique.

- Le chômage en Aquitaine

De même, sur l'analyse de l'évolution du chômage, l'UMP ne sait pas lire les statistiques. En effet, l'évolution favorable de l'emploi entre 1998 et 2008 a accéléré la réduction du **taux de chômage aquitain**, malgré la hausse de la population active : alors qu'il excédait le taux

national de 0,5 point en 1998, à 10,8 %, **il lui est constamment inférieur depuis 2006**. Même en hausse depuis le début de 2008, il a atteint 8,7 % au 2^{ème} trimestre 2009 contre 9,1 % en France.



Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 24,5 % entre janvier 2003 et février 2008, contre un repli de 23,2 % au niveau national. A partir de cette date, le nombre de demandeurs d'emploi est reparti à la hausse : entre février 2008 et juillet 2009, celle-ci a atteint 24,9 % en Aquitaine contre 26,6 % en France. L'Aquitaine comptait ainsi 120 400 demandeurs d'emploi (de catégorie A, n'ayant exercé aucune activité dans le mois précédant leur inscription) en juillet 2009 (*le mode de calcul ayant été modifié en janvier 2009, la série n'est pas disponible au-delà de 2008*).

Les jeunes sont moins touchés par le chômage en Aquitaine que dans le reste du pays : ils représentent 17,0 % des demandeurs d'emploi contre 18,0 % en France (*Sources : Insee, DRTEFP juillet 2009*).

- L'augmentation de la TP

En ce qui concerne la fiscalité directe et en particulier la taxe professionnelle, les **affirmations** selon lesquelles l'Aquitaine subit le 4^{ème} taux de taxe professionnelle et que ce taux est supérieur de 32% à moyenne nationale sont **fausses** : selon les statistiques de la DGCL, en 2009, l'Aquitaine est au 7^{ème} rang des Régions métropolitaines et son taux de TP excède de 24% la moyenne nationale.

Quant à affirmer que cette fiscalité serait un **frein pour les investisseurs**, c'est pour le moins méconnaître à la fois les critères d'implantation des entreprises (cet item est loin d'être dans les premiers, Cf étude Ernst and Young) et la faiblesse de la part de la fiscalité régionale, laquelle représente 6% du montant des cotisations. L'Aquitaine se classe d'ailleurs **5^{ème} région pour l'accueil d'investissements étrangers en 2007 et devrait être 4^{ème} en 2008**. Elle est ensuite l'une des régions de France qui détruit le moins d'emplois industriels (-4,5% en Aquitaine contre -16,4% en France en 10 ans).

Comparer la recette de TP aux 127M€ de dépenses en faveur des entreprises est une image trompeuse. D'une part ces 127M€ ne prennent pas en considération la recherche, l'innovation, le transfert de technologie, l'enseignement supérieur, le tourisme, l'agriculture et l'agroalimentaire, les infrastructures, l'aménagement TIC...qui pourtant bénéficient pleinement aux entreprises aquitaines. Ce rapprochement un peu rapide traduit **la vision plutôt limitée qu'a l'UMP des leviers de l'action économique**, ce qui explique sans doute

le manque d'efficacité de la politique de l'emploi de l'Etat, sans pilote, sans perspective et sans connaissance du terrain.

D'autre part, à tirailler les chiffres de la fiscalité en retenant des données inexactes pour essayer de leur faire dire quelque chose, l'UMP oublie un principe constitutionnel fondamental « **chacun contribue aux dépenses publiques en fonction de ses capacités contributives** ». Il est vrai que depuis quelques années l'impôt sur le revenu qui traduit le plus justement ce principe est passablement écorné par un bouclier fiscal en faveur des plus riches et une « compensation » de la nouvelle taxe carbone qui n'a aucun sens tant du point de vue écologique que social.

Enfin, dans son approche erronée et tendancieuse, l'UMP oublie de citer la DGCL qui indique : « **en Aquitaine, le produit fiscal total par habitant est inférieur de 10 € à la moyenne métropolitaine. La Région Aquitaine se situe au 5^{ème} rang des régions ayant un produit fiscal total par habitant le plus bas.** » Mais peut-être est-ce trop technique pour des politiciens qui ne vont pas au fond des choses.

II. Des critiques sur les politiques sectorielles mal fondées

- Logement étudiant

Là encore l'UMP est frustrée de voir que grâce au schéma régional du logement lancé en 2005, l'Aquitaine en l'espace de 5 ans sera **la région de France de plus de 100 000 étudiants la mieux pourvue en logement social étudiant**. Qui plus est, grâce à l'impulsion de la Région c'est 85% du parc de logements actuel qui sera requalifié contre 55% si la Région n'intervenait pas.

Progressivement, depuis 1998 la Région Aquitaine a ainsi créé ou réhabilité 5000 places en internat pour les lycéens, ce qui la place au **premier rang national pour l'accueil d'internes lycéens**. Elle est désormais en passe de remplir avec le même succès son objectif pour les étudiants et les jeunes travailleurs.

- Politique de la ville

La **mauvaise foi de l'UMP** est stupéfiante lorsqu'elle dénonce le « manque de volontarisme social » de la Région alors même qu'un certain Xavier Darcos, conseiller régional et Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville, organise méthodiquement le désengagement de l'Etat avec un projet de révision de la géographie prioritaire qui demain **ne permettra plus aux quartiers de Bergerac, Périgueux, Agen, Mont de Marsan, Bayonne... de bénéficier des crédits de l'Etat**.

L'UMP se fait fort d'ignorer par ailleurs que le budget au profit des **117 quartiers** relevant de la politique de la ville a été **multiplié par 8** passant de 1,52 millions d'euros en 2000 à **12 millions d'euros** au budget primitif 2010. Au total, plus de 47 millions d'euros ont été consacrés aux quartiers aquitains et 75 millions d'euros sont programmés dans le Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 au titre de la rénovation urbaine. C'est là une volonté forte **d'œuvrer pour l'équité des territoires aquitains en concertation avec leurs acteurs**.

Enfin, l'UMP passe volontairement sous silence l'investissement de la Région dans l'amélioration de la performance énergétique des logements sociaux. Au total, **13 000 logements dont 2 500 logements neufs** devraient bénéficier de cette mesure pour une aide régionale estimée à **30 M€ sur la période 2007-2013**.

Je ne crois pas que nous ayons à rougir de notre action en matière de politique de la ville.

III. Une analyse de la structure budgétaire caractérisée par la mauvaise foi

- fonctionnement et investissement

Le livre noir de l'UMP dénonce la hausse des dépenses de fonctionnement sans jamais expliquer qu'elles résultent des vagues successives de décentralisation de compétences qui ont engendré les **dépenses de fonctionnement suivantes : TER 112 M€, primes aux employeurs d'apprentis 33,5 M€, formations sanitaires et sociales 46 M€, agents des lycées 90 M€.**

De surcroît, l'UMP **amalgame les dépenses de la section de fonctionnement avec les dépenses de personnel** pour faire croire que la Région a laissé filer ses frais de gestion. Ce discours démagogique ne sert qu'à nourrir la suspicion envers les élus locaux et entretient une confusion pernicieuse auprès du citoyen. De telles pratiques ne doivent tromper personne.

En Aquitaine, les dépenses d'investissement sont supérieures de cinq points à la moyenne nationale. Dans son rapport d'analyse comparative annuel, la DGCL relève « *qu'en Aquitaine, les dépenses d'investissement par habitant sont supérieures à la moyenne métropolitaine et à la moyenne métropolitaine hors Ile de France (+5,5 € et +7,3 €...)* Les dépenses de fonctionnement par habitant sont inférieures à la moyenne métropolitaine de 44,6 €. »

S'agissant des dépenses de personnel, leur évolution **résulte à 94% des transferts de compétences** issus de la loi du 13 août 2004 (agents des lycées, formations sanitaires et sociales, port de Bayonne). Le nombre d'agents de la collectivité s'élève désormais à 3 631 contre 632 en 2004.

Sur ce point, l'UMP qui est associé à la commission régionale d'évaluation des charges a mauvaise grâce de continuer à dire que les transferts ont été compensés à l'euro, l'euro. D'ailleurs, dans leur livre noir, ils prennent la précaution de bien indiquer que la compensation était exacte au moment des transferts, ce qui n'est plus le cas depuis. Il a en effet fallu **restaurer la qualité des services publics** transférés dans un piteux état aux régions : qu'il s'agisse des TER ou des formations sanitaires et sociales, c'est la Région qui a assuré l'égalité, l'accessibilité et l'amélioration du service rendu par la collectivité. Sur les TER par exemple, les dépenses de la Région sont quatre fois plus élevées que la compensation de l'Etat.

- Impôt sur les ménages

Sans revenir sur les erreurs de chiffres en matière de fiscalité directe, et en précisant que l'augmentation de 63% de hausse des impôts correspond **à moins de 2,5 € par an et par habitant**, l'UMP ne recule devant aucune contradiction lorsque est évoqué la TIPP. En effet, juste avant l'été, le gouvernement qui a inventé le bouclier fiscal, une taxe carbone injuste dans sa compensation et la fiscalisation des indemnités d'accident du travail, a indiqué qu'il donnerait la possibilité aux Régions d'une nouvelle marge de modulation de la TIPP pour financer des projets exceptionnels tel que les LGV. En d'autres termes **ceux qui prônent la baisse des impôts demandent aux autres de les augmenter pour financer des opérations qui relèvent de la compétence de l'Etat.**

Par ailleurs, les élus régionaux de l'UMP ont visiblement des difficultés à comprendre le sens de certaines déclarations. En effet, lorsqu'il est affirmé que « **l'Etat fait les poches des collectivités territoriales** », cela fait référence aux nombreux projets de sa compétence pour lesquels il fait appel aux finances des collectivités territoriales (LGV, Plan Campus, mise aux normes des bâtiments universitaires, régénération des voies ferrées...). Toutefois, en y regardant de plus près, on peut tout à fait l'appliquer à l'actuel projet de réforme de la TP.

- l'endettement de la Région

Enfin, sur la dette, le livre noir de l'UMP accuse l'Aquitaine d'être la 5^{ème} région la plus endettée de France en s'appuyant sur le service de la dette ! Un remboursement de 200€ par mois n'a pas la même contrainte sur le budget d'un ouvrier ou sur celui d'un ingénieur. D'ailleurs, pour le service (annuité) de la dette selon le rapport annuel de la DGCL, en 2009, la Région Aquitaine se classe au 9^{ème} rang des régions métropolitaines (et non au 5^{ème}) étant précisé encore que ce classement qui méconnaît les ressources totales n'a aucun sens. **En retenant l'encours de dettes (stock), la Région Aquitaine se situe au 14^{ème} rang** des régions métropolitaines et toujours selon les termes mêmes de la DGCL, « *en Aquitaine l'encours de la dette par habitant est inférieur à la moyenne métropolitaine (-115,5€) et l'annuité de la dette par habitant est inférieure à la moyenne métropolitaine (-7,4 €).* »

Les seules vérités sont :

- qu'en dix ans la **dette de la Région Aquitaine a été divisée par deux** ;
- qu'au cours de la même période de dix ans, l'Aquitaine est passée de l'avant dernière place du classement des régions métropolitaines à la **3^{ème} place des Régions les moins endettées** (encours de la dette par habitant) ;
- que depuis 2004, la Région Aquitaine est, à l'exception de la Bretagne, la seule région à avoir poursuivi son désendettement (-32%) ;
- que le **taux d'endettement** (encours de dette/recettes de fonctionnement) est très **inférieur à la moyenne nationale** (28,8% contre 62,9%) ...
- que la capacité de désendettement (encours de dette/épargne brute) place la région aquitaine au 3^{ème} rang des régions métropolitaines (derrière Midi-Pyrénées et la Haute-Normandie).

Le comble est que l'UMP retienne cet argument de l'endettement pour l'Aquitaine alors que les années RPR se sont caractérisées par une hausse massive des impôts **entre 1992 et 1998 avec la TP qui avait augmenté de 25%, les cotisations de taxe d'habitation de 74% et celles du foncier bâti de 76%, marquant ainsi une forte orientation de taxation des ménages¹ par rapport aux entreprises**, en cohérence avec la politique actuelle du gouvernement. Cela n'avait pas empêché la Région de s'enfoncer dans l'endettement et de se classer en 1998 avant-dernière des régions françaises. En divisant par deux le poids de la dette et en multipliant par deux la richesse de l'Aquitaine, **nous avons prouvé que nous étions meilleurs gestionnaires...**

Conclusions

Soit l'UMP affiche un cynisme et une mauvaise foi sans borne dans une vaine opération de communication, soit ses membres démontrent qu'ils ne connaissent rien à la gestion d'une région et aux charges qui pèsent sur elle en mélangeant les chiffres et leur signification, et c'est plus inquiétant. Cela explique sans doute l'enthousiasme de certains députés et élus locaux pour la création des conseillers territoriaux qui n'auront à gérer que des subventions et pas à trop réfléchir pour l'avenir. On aura soit des naïfs soit des incompetents qui prétendront être capables de gouverner une région en 2010 : ils attendront les ordres venus de Paris et ne seront que de simples exécutants.

L'UMP Aquitaine propose un « livre noir » consternant par ses approximations, ses exagérations et ses confusions.

¹ Aujourd'hui même, la droite par la voie de JF Copé a proposé d'imposer sur le revenu les indemnités maladie en cas d'accident de travail alors qu'aucune mesure ne se dessine pour alourdir l'imposition des retraites chapeau ou encore des stock options.